



Benoît Hamon
**“ON NE DOIT PAS
S’EXCUSER D’ÊTRE
DE GAUCHE”**

PAR CHRISTELLE BERTRAND. PHOTOS : ALBERT FACELLY POUR VSD

Depuis qu’il s’est installé à Bercy, le ministre a dû policer son discours. Mais, en sourdine, l’ancien “gauchiste” du PS ronchonne encore. Récit de quarante-huit heures au pas de course.

Bureau mobile Le ministre de l’Économie sociale et solidaire et de la Consommation passe beaucoup de temps dans sa voiture. Il y lit la presse, y travaille ses dossiers, y téléphone à son père. Et aimerait y installer une machine à café.



Urgence
Benoît Hamon, qui doit recevoir une délégation de Sanofi, téléphone à Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif.



Décor Rigolade
avec Pierre Moscovici à propos du choix de la moquette de leur prédécesseur, Christine Lagarde.



Détente Fin de journée, le ministre se prête au jeu des photos sur la scène de la Cité de la danse.

“ ON S’ENTEND TRÈS BIEN, ET ÇA N’EST PAS LE CAS AVEC TOUT LE MONDE, DANS CE MINISTÈRE... ”

Pierre Moscovici

Depuis qu’il est ministre, Benoît Hamon joue à James Bond. Tous les matins, il arrive par la Pile. La Pile, c’est cette aile du ministère des Finances qui s’élève au-dessus de la Seine, la tête dans les nuages et les quatre pieds dans l’eau. L’accès des voitures se fait par une rampe qui glisse jusqu’à l’ascenseur, et le ministre n’a qu’un pas à faire pour s’élever au cinquième étage, où se trouve son bureau. On se croirait dans un film d’espionnage et Benoît Hamon adore ça. C’est ainsi que le ministre délégué à l’Économie sociale et solidaire et à la Consommation (ESS) a esquivé la guerre des places de parking, qui a vu s’opposer Arnaud Montebourg, Pierre Moscovici et Nicole Bricq. « Nous, nous sommes le ministère de la Pile ! », lance-t-il en rigolant.

En ce jeudi matin pluvieux, Hamon a la mine froissée de l’homme qui est tombé du lit. C’est que James Bond a des enfants encore en âge de se réveiller la nuit. Dans son bureau avec vue sur le fleuve trônent d’ailleurs, comme autant de trophées, les dessins de sa fille aînée, mais aussi des posters de Muhammad Ali et de Marilyn Monroe. Une vraie chambre d’ado avec parapheur sur le bureau. « Tous les jours, je signe des interdictions de mise sur le marché comme pour le bisphénol A, commence-t-il. C’est beaucoup de responsabilités. » Mais le gros dossier à venir s’appelle NK 603, du nom du maïs transgénique récemment accusé de générer des tumeurs chez le rat (voir VSD n° 1831). La contre-enquête demandée par le gouvernement devrait être publiée d’ici à quelques semaines. Benoît Hamon jure qu’il n’a subi aucune pression des représentants de Monsanto, la firme qui commercialise ces OGM. Pour le moment. « J’aimerais bien voir ça, qu’ils viennent ! », lance-t-il, façon petite frappe, puis il se reprend, redevient sérieux, ce n’est pas comme ça qu’un ministre s’exprime. « Nous recevons tout le monde, nous écoutons tout le monde », corrige-t-il. Pas facile de quitter la peau de porte-parole du PS.

Quelques minutes plus tard, dans le hall de l’hôtel Kyriad, où se tient un colloque d’associations d’aide aux personnes handicapées, il avale son troisième café de la matinée. James Bond est déjà loin, place au ministre. Un micro se tend, ce matin-là, il est venu annoncer aux professionnels que la future Banque publique d’investissement allait leur allouer 500 millions d’euros de crédit. Sourires ravis, échanges de cartes de visite, Hamon est

déjà reparti. Une séance plénière l’attend au Conseil régional d’Île-de-France, où il siège toujours. Dans la cour, il se marre en voyant Valérie Pécresse arriver en Twingo et lance : « Back to the reality ! » S’ensuivent un déjeuner avec Valérie Fourneyron, la ministre de la Jeunesse et des Sports, un rendez-vous avec le médiateur de l’Énergie puis un nouveau discours, dans le 12^e arrondissement, devant l’Uriops, une fédération d’associations d’aide aux personnes exclues... La journée file, son cabinet le suit à la course. 17 heures : rendez-vous de travail avec Pierre Moscovici pour préparer le budget rectificatif. « C’est un excellent ministre, on s’entend très bien », lance le patron de Bercy, qui ajoute, perfide : « Ça n’est pas le cas de tout le monde, dans ce ministère. » Pense-t-il à Arnaud Montebourg ? Il n’en dira rien. Un bon camarade ? Pourtant, Benoît Hamon est critique envers la politique du gouvernement. Mais il le dit en sourdine, le marmonne, même si par moments il explose. « On ne doit pas s’excuser d’être de gauche, maugréait-il quelques minutes plus tôt dans sa voiture. Regardez, sur la refiscalisation des heures sup, la droite a clairement gagné la bataille, les gens croient qu’on leur vole de l’argent alors que l’on va créer des emplois. Parfois j’en ai marre, un jour je dirai tout », conclut-il. Mais ce soir-là il ne dira rien, il rentrera, fourbu, vers 20 heures pour border ses filles, écouter Jean-Marc Ayrault à la télé et

préparer le Conseil des ministres du lendemain. Au programme : la loi de finances rectificative. L’enjeu est majeur pour le gouvernement et pour François Hollande, qui espère redresser sa courbe de popularité.

Arrivé à 10 heures à l’Élysée, Benoît Hamon va écouter sagement le président durant plus d’une heure. Peu avant midi, il ressort du Château plus serein que la veille. Et rejoint sa Peugeot 508, prêt à répandre la bonne parole : « Les Français, cette année, vont pouvoir conserver leur pouvoir d’achat, car nous allons taxer les plus riches ; avec Sarkozy, ils auraient dû payer un point de plus de TVA. » Sa voiture file vers Orly tandis que, installé à l’avant, il avale le panier-repas préparé par le ministère : sandwich sans beurre et salade aux crevettes sans mayo.

Dans le sas d’embarquement, coup de fil à Arnaud Montebourg : « Arnaud, on attend toujours le briefing de la part de ton cabinet. » Benoît Hamon doit en effet, au pied levé, rencontrer une délégation de syndicalistes de Sanofi à son arrivée à Montpellier. Il est tendu : l’entreprise prévoit près de mille quatre cents licenciements. Dans l’avion, il relit ses dossiers, mais, au fond, il sait déjà ce qu’il va dire : « Qu’une entreprise qui a prospéré avec l’argent de la Sécurité sociale et qui se porte bien décide de délocaliser, c’est inadmissible. »

L’hôtesse de l’air l’interrompt, elle veut s’excuser de ne pas l’avoir salué plus tôt, il fronce les sourcils. Benoît Hamon n’aime pas les honneurs, les privilèges. Alors que l’on entretient les rives de la Méditerranée dans la brume, il réfléchit à voix haute, au pouvoir, à ce qu’il apporte. « Le vrai pouvoir, ça n’est pas d’être au Conseil des ministres. On peut très bien organiser des colloques et ne rien faire d’autre, et ça, c’est insupportable. Le vrai pouvoir c’est de vouloir. » Il plonge dans ses pensées, silence. Il semble hésiter. Se reprend. « Le pouvoir a déserté les ministères pour migrer vers les agences de notation, la Commission européenne, il va falloir le reconquérir, il y a un véritable enjeu de souveraineté car, si rien ne bouge, les gens ne verront plus l’intérêt d’aller voter. » À 14h 40, alors que l’avion s’apprête à se poser, Benoît Hamon aperçoit la cohorte de motards venue l’accueillir : « Oh non ! J’avais donné des instructions pour alléger le dispositif. » Le ministre est fâché mais il finit par en rire : « Ah ! madame, on ne s’appartient plus », soupire-t-il d’un ton grandiloquent. Déjà, il file vers de nouveaux discours, de nouvelles interviews, de nouvelles poignées de main. Une visite à l’école qui forme les inspecteurs de la DGCCRF (la répression des fraudes) pour parler de son futur grand projet : la mise en place de « class actions » à la française. Ces actions collectives permettront aux consommateurs lésés d’instruire un seul dossier pour partager les frais de justice. Popularisés chez les Américains, elles se heurtent en France à l’hostilité du patronat. Benoît Hamon est bien décidé à « dépasser ces blocages », explique-t-il un peu plus tard aux étudiants de la fac de droit. Ainsi file la vie d’un ministre. Ainsi file Benoît Hamon. ■

“ Si rien ne bouge, les gens ne verront plus l’intérêt de voter ”

■

Décryptage

Qu’est-ce que l’ESS ?

Pour la première fois, les entreprises à but non lucratif ont leur ministre et vont bénéficier d’aides publiques.

L’économie sociale et solidaire regroupe toutes les entreprises à but non lucratif qui concilient activité économique et utilité sociale, comme les mutuelles, Emmaüs ou certaines maisons de retraite. Les bénéfices réalisés par ces entreprises ne sont pas versés aux actionnaires mais réinvestis. Le secteur, qui compte 2,3 millions de salariés, a créé, depuis 2002, 23 % d’emplois là où le secteur traditionnel en a créé 7 %. Benoît Hamon, qui travaille sous la tutelle de Pierre Moscovici, souhaite soutenir le secteur, en particulier dans les zones sensibles (certaines banlieues et zones rurales). ■ C. B.

VSD

**ABONNEZ-VOUS
DÈS MAINTENANT**

64 €80 SEULEMENT
au lieu de 130 €
soit 50% de réduction

**L’ACTU EN GRAND
ET L’INFO AUTREMENT**



OFFRE RÉSERVÉE AUX LECTEURS DE VSD

À RETOURNER DANS UNE ENVELOPPE SANS FAIFRANCHIR À VSD
LIBRE REPONSE 9055 - 62009 ARBAS CEDEX 9 - T 0 826 963 964 (6,15 €/min.)

JE CHOISIS MON OFFRE D’ABONNEMENT

OFFRE SANS ENGAGEMENT

1 €25
PAR SEMAINE
au lieu de 2,90 €

soit un prélèvement mensuel de 5,41 € au lieu de 10,82 €. Je recevrai l’autorisation de prélèvement automatique avec ma facture. Je peux résilier ce service à tout moment par simple lettre. Les prélèvements seront aussitôt arrêtés.

OFFRE 1 AN
(52 NUMÉROS)

64 €80
au lieu de 130 €

soit 50% de réduction
Je joins mon règlement par chèque à l’ordre de VSD.

VOS COORDONNÉES Mlle M. M.

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

TÉL. _____ DATE DE NAISSANCE _____

E-MAIL _____

Je souhaite être informé(e) des offres commerciales du groupe PRISMA MEDIA et de celles de ses partenaires.

www.prismashop.vsd.fr

*Prix de vente au numéro. **Facultatif. Offre réservée aux nouveaux abonnés en France métropolitaine, valable 2 mois dans la limite des stocks disponibles. Délai de livraison du premier numéro : 4 semaines environ. Les informations ci-dessus sont indépendantes au traitement par PRISMA MEDIA de votre abonnement. À défaut, votre abonnement ne pourra être mis en place. Ces informations sont communiquées à des fins strictement réservées à la gestion de votre abonnement. Par notre intermédiaire, vous pouvez être amené à recevoir des propositions des partenaires commerciaux du groupe PRISMA MEDIA. Si vous ne le souhaitez pas, vous pouvez cocher la case ci-contre. Vous disposez d’un droit d’accès, de rectification et de suppression pour motifs légitimes aux informations vous concernant auprès du groupe PRISMA MEDIA.